

Articles légaux — Wettelijke artikelen			Activités — Activiteiten	Allocations de base (et check digits) — Basisallocaties (en check digits)	Crédits non dissociés (en milliers d'euros) — Niet-gesplitste kredieten (in duizend euro)
SFP — FOD	Divisions — Afdelingen	Programmes — Programma's			
14	42	0	2	12.01 (81)	50
14	53	1	1	35.07 (49)	250
Total Section 14 — Totaal Sectie 14					753
Total général — Algemeen totaal					753

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS
Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHT

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS
De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHT

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2007 — 2476

[C - 2007/14204]

10 MAI 2007. — Arrêté royal portant approbation du deuxième contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Société nationale des Chemins de fer belges

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 3 à 6;

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 2004 portant certaines mesures de réorganisation de la Société nationale des Chemins de fer belges;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 2005 portant approbation du contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Société nationale des Chemins de Fer belges;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 2006 portant approbation du premier avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Société nationale des Chemins de Fer belges;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2007;

Vu l'avis de la Commission paritaire nationale, donné le 29 mars 2007;

Vu l'avis du Comité consultatif des Usagers, donné le 30 avril 2007;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la protection de la Consommation et de Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques et de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le deuxième avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Société nationale des Chemins de fer belges, annexé au présent arrêté, est approuvé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2007 — 2476

[C - 2007/14204]

10 MEI 2007. — Koninklijk besluit houdende goedkeuring van het tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economisch overheidsbedrijven, inzonderheid op artikelen 3 tot 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 2004 houdende sommige maatregelen voor de reorganisatie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 2005 houdende goedkeuring van het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 2006 houdende goedkeuring van het eerste bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 27 maart;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 maart 2007;

Gelet op het advies van de Nationale paritaire Commissie, gegeven op 29 maart 2007;

Gelet op het advies van het Raadgevend Comité van de Gebruikers, gegeven op 30 april 2007;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken en van Onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen wordt goedgekeurd.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 10 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE
Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,
B. TUYBENS

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgische Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE
De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,
B. TUYBENS

Annexe à l'arrêté royal portant approbation du deuxième contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Société nationale des Chemins de fer belges

Deuxième avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Société nationale des Chemins de fer belges

Le contrat de gestion conclu entre l'Etat et la S.N.C.B., approuvé par l'arrêté royal du 5 juillet 2005 (modifié par un premier avenant approuvé par l'arrêté royal du 16 novembre 2006), est modifié par les dispositions suivantes :

1. Le préambule est complété par un quatrième tiret rédigé comme suit :

« - « Autorité de sécurité » : le Service de Sécurité et d'Interopérabilité des Chemins de fer créé au sein de la Direction générale Transport terrestre. »

2. Un article 5*bis*, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 5*bis*. La totalité des coûts et recettes des services de formation aux conducteurs de train et au personnel de bord sont identifiées séparément dans les comptes, en différenciant la facturation adressée aux différents secteurs d'activité de la SNCB elle-même, aux autres entreprises ferroviaires ou au gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire.

Seule la facturation de la fourniture de ces services pour le personnel affecté à l'exécution des missions de service public de la SNCB est couverte par la dotation d'exploitation visée aux articles 76 et suivants. »

3. L'article 12 est complété par la disposition suivante :

« Dans ce cadre, la SNCB poursuit le projet pilote visant la création d'une liaison à vocation touristique entre Lille et Bruges (avec prolongation vers Ostende). Elle présentera à l'Etat, fin 2007, une évaluation complète, tenant compte de la communication réalisée auprès de la clientèle et de l'amélioration des correspondances avec les TGV. »

4. A l'article 34, le deuxième alinéa est supprimé.

Au troisième alinéa du même article 34, les mots « sous réserve de cette mise au point et si possible pour le 1^{er} février 2006 » sont remplacés par les mots « A partir du 1^{er} février 2007 ».

Au même article 34, ajouter le paragraphe suivant :

« Pour les voyages en train au départ et à destination de la gare de Bruxelles-National-Aéroport, la SNCB conclura avec l'exploitant Diabolo un contrat afin de stipuler que pour les catégories de voyageurs qui, en vertu de l'annexe 8, bénéficient du transport gratuit en train, il ne faut pas percevoir la redevance passagers visée à l'article 12, § 1^{er}, de la loi du 30 avril 2007 portant dispositions urgentes sur les chemins de fer. L'Etat versera une compensation à la SNCB pour le montant que la SNCB doit payer à l'exploitant Diabolo à la suite de cette dispense, ce sur la base de l'article 12,

§ 3, de ladite loi. Le mode d'enregistrement et de comptage de ces voyageurs, ainsi que les modalités de la compensation, seront convenues par l'Etat et la SNCB avant la signature du contrat précité avec l'exploitant. »

5. Un article 53*bis*, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 53*bis* - Tri sélectif des déchets

La SNCB suit de près l'expérience de tri sélectif des déchets organisée par la SNCB Holding et Infrabel pour la fin 2007; elle s'associe à son évaluation dans le but de l'étendre aux gares dont elle a la gestion au cours du prochain contrat de gestion.

6. Un article 56*bis*, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 56*bis*. A partir du 1^{er} mai 2007, la SNCB organisera chaque mois une action de mailing visant tous les jeunes qui atteindront l'âge de 16 ans durant le mois concerné. Le mailing comprend un bon qui permet au jeune de demander un GoPass gratuit.

Chaque trimestre, la SNCB facture à l'Etat les GoPass effectivement distribués, ce au tarif GoPass habituel. Dans le courant de l'automne, le Gouvernement procèdera à une évaluation de ce projet et, le cas échéant, à une correction notamment en ce qui concerne le mode de financement. Les crédits concernés seront, le cas échéant, adaptés en conséquence à partir de 2008.

La SNCB adresse chaque trimestre à la DGTT un relevé du nombre théorique de bénéficiaires et du taux d'attractivité réelle de la mesure auprès de la catégorie visée. »

7. A l'article 60, le deuxième alinéa, premier tiret, est complété comme suit :

« édition 2007 (en application à partir du 1^{er} janvier 2007). »

8. A l'article 61, deuxième alinéa, les mots « encore à créer par le Roi » sont remplacés par les mots « créé par l'arrêté royal du 26 janvier 2006 ».

9. L'article 63 est remplacé par un nouvel article 63, rédigé comme suit :

« Art. 63. § 1^{er}. En sa qualité d'entreprise ferroviaire, la SNCB applique les règles de sécurité (y compris les STI), de manière à garantir le plus haut niveau de sécurité des circulations des trains.

Elle assure la bonne information et formation continues de son personnel à l'application correcte des règles de sécurité et elle édit, actualise et diffuse à cet effet, tout matériel didactique nécessaire, comme par exemple, le manuel du conducteur, le manuel de l'accompagnateur, etc.

Elle réalise régulièrement, et sur base systématique, des contrôles et des audits internes de la bonne application des règles de sécurité et des instructions de sécurité d'exploitation.

Sur les parties de l'infrastructure ferroviaire dont la gestion est confiée, entièrement ou partiellement, à la SNCB ou dont la propriété lui est transférée, ce qui est notamment le cas de certains terminaux ou faisceaux de voies, la SNCB assure l'application des règles de sécurité par ses propres services et la bonne application des règles de sécurité relatives à la gestion et à l'exploitation de l'infrastructure. Elle n'applique ni impose d'autres règles que celles adoptées sur la base de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire.

§ 2. Elle collabore avec les agents de la DGTT, ainsi qu'avec tout expert dûment mandaté par l'autorité de sécurité, chargés de contrôler le respect de la réglementation.

Elle collabore avec l'organisme d'enquête, visé dans la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire, ainsi qu'avec tout expert dûment mandaté par lui, chargés de mener des enquêtes en cas d'accidents ou incidents ayant mis en cause la sécurité d'exploitation.

Elle collabore avec la SNCB Holding dans le cadre des mandats qui sont confiés à celle-ci par l'organisme d'enquête et en vue de l'analyse prévue à l'article 20 de la loi du 19 décembre 2006, précitée.

En attendant que les modalités de rédaction du rapport relatif aux accidents/incidents soient définies par voie d'arrêté ministériel, ce rapport comprend les informations suivantes : données générales, relation des faits et si possible, les causes et les conséquences de l'accident et les mesures prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

10. A l'article 66, deuxième tiret, les mots « (remplacé par l'arrêté royal du 5 juillet 2006) » sont insérés après les mots « 1^{er} juillet 1999 ».

11. L'article 71.7 est complété par la disposition suivante :

« Lorsque le mécanisme d'indexation contractuelle repris en annexe 11, point II, présente un écart supérieur à 3 % pour le calcul de la dotation de l'année t+1, la SNCB se concerta avec Infrabel et la SNCB Holding, afin que cette dernière présente un rapport sur l'évolution des prix unitaires ressortant des adjudications ferroviaires de travaux, ainsi que le résultat de leurs dernières formules de révision de prix, portant sur les mêmes paramètres. Ce rapport est établi pour le 15 avril de l'année t. »

12. L'article 73 est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Conformément à la décision du Conseil des Ministres du 21 décembre 2006, la SNCB procède à la commande de 95 automotrices électriques qui seront affectées entièrement aux lignes RER. Cette commande est évaluée à 380 millions euros (euros 2005) dont la charge de financement aux conditions d'EUROFIMA pendant une durée de 30 ans fait l'objet d'une disposition contractuelle entre l'Etat et la SNCB Holding. Ce financement fera l'objet d'une convention à conclure entre l'Etat, la SNCB Holding et la SNCB. »

12bis. A l'article 74, le premier alinéa est remplacé par :

« Sur le montant global de 1 612 000 millions € (€ 2001) que l'Etat s'est engagé à apporter progressivement au fonds RER, 56 000 millions € (€ 2001) sont réservés au matériel spécifique RER. »

13.1.

A l'article 76, le deuxième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Complémentaire à cette dotation, la SNCB reçoit un montant de 6.500 millions d'euros (€ 2006) en 2006 et un montant de 20.400 millions d'euros (€ 2007) à partir de 2007, pour compenser les réductions offertes aux étudiants, conformément à l'annexe 8 - Partie 1 - Point 2 - Catégories à caractère social - 2.6. »

13.2. A l'article 76, la dernière phrase du huitième alinéa est remplacée par la disposition suivante :

« La DGTT, en concertation avec la SNCB, la SNCB Holding et Infrabel, déterminera plus précisément, pour le 30 juin 2007, les tâches du SSICF et ses besoins : la compensation sur la dotation de la SNCB sera, de cette manière, mieux délimitée dans le cadre du prochain contrat de gestion. Sur cette base, l'effectif maximum décrit en annexe 17 pourra, le cas échéant, être revu avant la conclusion du prochain contrat de gestion. »

14. L'article 78 est remplacé par un nouvel article 78 rédigé comme suit :

« Art. 78. Complémentaire à la dotation visée à l'article 76, l'Etat s'engage à verser une dotation spécifique, à partir de 2007, en vue de couvrir le déficit d'exploitation lié à la mise en service du RER.

Le montant tient compte, notamment, des recettes provenant d'un nombre plus élevé de voyageurs, ainsi que des dépenses supplémentaires relatives aux frais de personnel, d'énergie, d'entretien des gares et de l'entretien du matériel roulant.

Pour les années 2007 à 2010, ce montant est estimé en euros 2007 comme suit :

2007 : 4.122 millions euros

2008 : 5.405 millions euros

2009 : 10.568 millions euros

2010 : 10.245 millions euros.

La mise à disposition de ces montants est liée à la mise en œuvre de la desserte RER. La SNCB s'engage à mettre en œuvre la desserte RER, conformément aux dispositions détaillées à l'article 22. La SNCB donne annuellement une actualisation des charges et produits supplémentaires associés à la nouvelle offre. Cette actualisation reprend au minimum les détails des calculs qui ont été communiqués lors de l'évaluation des montants mentionnés ci-dessus. Cette actualisation entraînera, le cas échéant, une adaptation des montants susmentionnés.

Ces dotations sont indexées selon le principe repris en annexe 11, point I. »

15. L'article 79 est complété par la disposition suivante :

« Tout solde budgétaire en fin d'exercice est utilisé en fonction des dispositions complémentaires prévues en annexe 9, point 1.3. Il fait l'objet d'un calcul d'intérêt annuel dont le résultat est affecté aux ressources de la mesure domicile-travail. Le calcul se fait sur la moyenne des soldes observés les 1^{er} janvier et 31 décembre de chaque année, au taux euribor un mois du 30 juin. »

16. Un article 81bis, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 81bis. Au plus tard le 15 décembre de chaque année, la SNCB versera la partie non utilisée de la dotation d'investissement au « Fonds des Investissements Ferroviaires » conformément aux dispositions de la loi-programme du 27 décembre 2006 et de l'arrêté royal du 28 décembre 2006. »

17. L'article 93 est complété par les dispositions suivantes :

« La SNCB donne libre accès à son domaine aux membres de l'organisme d'enquête visé dans la loi du 19 décembre 2006, précitée ou à tout expert auquel il a fait appel en raison de ses compétences opérationnelles et techniques nécessaires pour mener l'enquête.

Elle donne libre accès à son domaine à la SNCB Holding dans le cadre des enquêtes mandatées par l'organisme d'enquête, ainsi qu'en vue de l'analyse prévue à l'article 20 de la loi précitée ».

18. Un article 35bis, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 35bis. La SNCB examinera sous quelles conditions des trains spéciaux pourront être mis en oeuvre pour transporter les travailleurs de certaines grandes entreprises entre une gare principale et leur site de travail. La SNCB élaborera ces initiatives dans un groupe de travail avec les parties concernées. Sur base des propositions de ce groupe de travail, l'Etat examinera à son tour une contribution financière, à condition que l'employeur intervienne au moins pour 80% du prix des cartes-train domicile-travail pour les membres du personnel qui participent au projet. »

19. L'annexe 8 est remplacée par une nouvelle annexe 8 rédigée comme suit :

ANNEXE 8

REDUCTIONS TARIFAIRES ET GRATUITES IMPOSEES PAR L'ETAT A L'ARTICLE 34 - COMPENSATIONS

Partie 1 - REDUCTIONS TARIFAIRES ET GRATUITES A CARACTERES SOCIAL, PATRIOTIQUE, PROFESSIONNEL ET AUTRES, COMPENSEES PAR LE SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

Les avantages tarifaires imposés comprennent toutes les réductions et gratuités à caractères social, patriotique, professionnel et autres énumérées dans les listes ci-dessous.

Il s'agit des réductions et gratuités issues de l'arrêté-loi du 25 février 1947 et des arrêtés et conventions qui l'exécutent, d'autres lois, arrêtés et décisions ainsi que de réductions additionnelles octroyées par la SNCB.

Les présentes dispositions mettent fin à la convention du 10 mars 1950 et à ses avenants des 31 juillet et 16 décembre 1953.

LISTE DES CATEGORIES DE BENEFICIAIRES

Les nombres entre parenthèses renvoient aux codes tarifaires des services concernés de la SNCB

1. LES CATEGORIES A CARACTERE PATRIOTIQUE

Ont droit à la gratuité en 1^{re} et 2^e classe :

a) les invalides de guerre désignés ci-après :

- les invalides de la guerre 1914-1918 et assimilés, bénéficiaires d'une pension accordée en application des lois coordonnées sur les pensions militaires;

- les prisonniers politiques de la guerre 1914-1918 auxquels il a été reconnu une invalidité de 10 p.c. au moins;

- les invalides civils de la guerre 1914-1918 titulaires d'une pension d'invalidité de 10 p.c. au moins;

- les invalides de la guerre 1940-1945 et assimilés, bénéficiaires d'une pension accordée en application des lois coordonnées sur les pensions de réparation;

- les invalides de guerre des pays signataires du Traité de Bruxelles de 1952 et résidant habituellement en Belgique;

- les invalides civils de la guerre 1940-1945 titulaires d'une pension d'invalidité de 10 p.c. au moins;

b) les personnes bénéficiaires ci-après d'une pension de veuve de :

- militaire ou assimilé du chef de la guerre 1914-1918;

- victime civile de la guerre 14-18, auxquelles une pension de veuve est accordée en vertu des lois coordonnées du 19 août 1921;

- militaire ou assimilé du chef de la guerre 1940-1945 (fait dommageable survenu après le 24 août 1939 et avant le 26 août 1947), de la campagne de Corée, des événements survenus sur les territoires de l'ex-Congo belge, du Rwanda et du Burundi à partir du 1^{er} juillet 1960, d'accidents survenus au cours d'une action de déminage;

- victime civile de la guerre, auxquelles une pension de veuve est accordée en vertu de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit;

c) les anciens combattants de la guerre 1914-1918 désignés ci-après :

- les militaires ayant servi dans une unité combattante pendant un an au moins;

- les défenseurs des forts capturés honorablement et ayant obtenu de ce fait les chevrons de front;

- les porteurs d'un chevron de blessure;

- les titulaires de la Croix de l'Yser;

- les titulaires de la Croix de Feu;

- les titulaires de la Médaille du Volontaire combattant;

- les militaires décorés pour action d'éclat individuelle;

- les invalides de guerre russes;

- les militaires ayant servi entre le 4 août 1914 et le 11 novembre 1918 et qui n'entrent pas dans une des catégories ci-dessus;

- les personnes civiles attachées à l'Armée pendant la période du 4 août 1914 au 11 novembre 1918;

d) les anciens combattants de la guerre 1940-1945 désignés ci-après :

- les membres des Forces belges en Grande-Bretagne pendant la guerre 1940-1945, ayant au moins un an de service effectif, y compris les marins militarisés ayant navigué pendant au moins un an;

- les prisonniers de la guerre 1940-1945 ayant au moins quatre ans de captivité;

- les prisonniers militaires de la guerre 1940-1945 ayant au moins quatre ans de captivité et qui sont officiers de réserve non dégagés de leurs obligations militaires;

- les membres des Forces belges en Grande-Bretagne pendant la guerre 1940-1945, ayant au moins un an de service effectif, y compris les marins militarisés ayant navigué pendant au moins un an et qui sont des officiers de réserve non dégagés de leurs obligations militaires;

- les résistants armés reconnus conformément à l'arrêté-loi du 19 septembre 1945;

- les agents et auxiliaires des services de renseignements et d'action, reconnus conformément à l'arrêté-loi du 16 février 1946;

- les prisonniers de guerre 1940-1945, reconnus conformément à la loi du 18 août 1947, et dont la captivité est inférieure à quatre ans;

- les membres des Forces belges en Grande-Bretagne, reconnus conformément à la loi du 21 juin 1960 pour une période inférieure à un an;

- les bénéficiaires de l'arrêté royal du 28 août 1964, portant statut de reconnaissance nationale en faveur des militaires belges qui ont effectué du service au cours des différentes phases de la guerre 1940-1945, et qui sont de ce chef, titulaires d'une carte des états de services de guerre du combattant 1940-1945;

- les marins de la marine marchande qui ont navigué au moins un an pendant la guerre 1940-1945;

e) les victimes civiles de la guerre désignées ci-après :

- les prisonniers politiques non invalides reconnus pour la guerre 1914-1918 conformément aux lois coordonnées du 19 août 1921;

- les déportés non invalides de la guerre 1914-1918;

- les prisonniers politiques non invalides reconnus pour la guerre 1940-1945 conformément à l'arrêté royal du 16 octobre 1954;

- les déportés non invalides pour le travail obligatoire, reconnus conformément à la loi du 7 juillet 1953;

f) les résistants civils désignés ci-après :

- les coopérateurs non invalides à la Presse clandestine, reconnus conformément à la loi du 1^{er} septembre 1948;

- les civils ou réfractaires non invalides reconnus conformément à l'arrêté-loi du 24 décembre 1946;

g) les personnes veuves des bénéficiaires de réductions accordées pour des raisons patriotiques;

h) les personnes veuves des invalides de guerre originaires des pays signataires du Traité de Bruxelles de 1952, résidant habituellement en Belgique;

i) les bénéficiaires de l'arrêté royal du 27 juin 1983 portant statut de reconnaissance nationale en faveur des membres du corps expéditionnaire pour la Corée.

2. LES CATEGORIES A CARACTERE SOCIAL

2.1. Ont droit à la gratuité de transport :

- en 2^e classe, les personnes aveugles (y compris le chien guide en laisse) munies de la carte délivrée par le Ministère de la Prévoyance sociale;

- en 1^{re} et 2^e classes, les guides accompagnant les invalides de guerre dont la carte de réduction porte la mention « guide autorisé »;

- en 1^{re} et 2^e classes, les guides accompagnant les personnes ayant perdu complètement et définitivement l'usage des 2 bras ou des 2 jambes, et en possession de l'« autorisation spéciale » délivrée par la SNCB;

- en 1^{re} et 2^e classes, les enfants de moins de 6 ans, sans titre de transport, accompagnés d'une personne de 12 ans et plus munie d'un titre de transport valable.

Cette gratuité n'est toutefois accordée que pour maximum quatre enfants par voyageur de 12 ans et plus muni d'un titre de transport valable;

- en 2^e classe, les enfants de 6 à moins de 12 ans, sans titre de transport, accompagnés d'une personne de 12 ans et plus munie d'un titre de transport valable.

Cette gratuité n'est toutefois accordée que pour maximum quatre enfants par voyageur de 12 ans et plus muni d'un titre de transport valable. Cette gratuité n'est d'application que pour les voyages débutant après 9 heures du lundi au vendredi (cette limitation n'est pas d'application les samedis, dimanches et jours fériés) et uniquement si l'enfant qui désire en bénéficier est porteur d'une pièce d'identité délivrée par l'Administration communale qui atteste de son âge;

- en 2^e classe, les enfants de 6 à moins de 12 ans, membres d'une famille nombreuse, sur présentation de leur carte de réduction famille nombreuse (039 ou 041).

2.2. Ont droit à une réduction de 50 % sur la partie du prix du billet 1^{re} et 2^e classe excédant le montant fixe :

- les enfants de moins de 12 ans non membres d'une famille nombreuse, lorsqu'ils ne peuvent bénéficier de la gratuité prévue au 2.1, 5^e tiret;

- les enfants de 12 à moins de 18 ans à charge d'une famille nombreuse (041 ou 042);

- les enfants de 18 à moins de 26 ans à charge d'une famille nombreuse (041);

- les parents ayant eu au moins trois enfants en vie (040 ou 041).

2.3. Ont droit à une réduction de 75 % sur la partie du prix du billet 1^e classe excédant le montant fixe :

- les enfants âgés de 6 à moins de 12 ans à charge d'une famille nombreuse (039 ou 041).

2.4. Peuvent acquérir un billet aller-retour à tarif forfaitaire (4,00 EUR par aller-retour au 01.02.2007) :

- les seniors de 65 ans et plus

Ce tarif forfaitaire n'est toutefois valable qu'en 2^e classe, pour des trajets effectués entre deux gares belges, à condition que le voyage débute après 9 heures du lundi au vendredi (cette limitation n'est pas d'application les samedis, dimanches et jours fériés). Durant les week-ends prolongés de Pâques (du samedi au lundi), de l'Ascension (du jeudi au dimanche) et de la Pentecôte (du samedi au lundi) ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés légaux compris entre le 15 mai et le 15 septembre, ce tarif forfaitaire n'est pas d'application.

2.5. Ont droit à une réduction de 50 % sur la partie du prix du billet 2^e classe excédant le montant fixe :

- les bénéficiaires de l'intervention majorée de l'assurance soins de santé, visés à l'article 37, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, remplacé par l'arrêté royal du 16 avril 1997 (046).

2.6. Ont droit à une réduction de 80 % sur le prix complet de la carte train trajet :

- les étudiants de moins de 26 ans titulaires d'une carte train scolaire.

3. LES CATEGORIES A CARACTERE PROFESSIONNEL

Ont droit à la gratuité de transport (libre-parcours 1^e classe sur le réseau SNCB) :

les fonctionnaires et agents de la Direction « Transport par rail » de la Direction générale Transport terrestre du Service public fédéral Mobilité et Transports en charge du suivi du présent contrat de gestion.

Ont droit à la gratuité en 2^e classe :

- les marins inscrits comme demandeurs d'emploi dans la marine marchande en vue de répondre à un enrôlement (048).

Ont droit à la gratuité en 2^e classe et à une réduction de 75 % sur le prix du billet excédant le montant fixe en 1^e classe :

- les journalistes agréés soit par le Ministère de l'Intérieur, soit par l'Association générale de la Presse belge (043).

4. AUTRES

Ont droit à la gratuité de transport (libre-parcours 1e classe sur le réseau SNCB) :

- les membres de la Chambre, du Sénat ainsi que les membres des Conseils des Communautés et des Régions;
- les membres du Parlement européen.

Partie 2 - AUTRES REDUCTIONS TARIFAIRES ET GRATUITES ACCORDEES A CERTAINES CATEGORIES DE BENEFICIAIRES, COMPENSEES PAR LES SERVICES PUBLICS FEDERAUX ET ORGANISMES CONCERNES

Le présent relevé reprend les principaux Services publics fédéraux et organismes publics ayant passé convention ou accord avec la SNCB pour l'octroi à leur charge financière d'avantages tarifaires spécifiques (réductions, gratuités, facilités de circulation). Cette liste ne reprend pas les entreprises et organismes privés ayant conclu une convention avec la SNCB.

LISTE DES CATEGORIES DE BENEFICIAIRES

Les nombres entre parenthèses renvoient aux codes tarifaires des services concernés de la SNCB

I. Service public fédéral Intérieur

1. Les électeurs (098) Billet gratuit (2^e classe)

II. Service public fédéral Défense

1. Les militaires et assimilés en uniforme (070) ou en civil, détenteurs d'une carte de réduction 50 %
2. Les aumôniers (028), officiers de réserve (029) et sous-officiers de réserve (027) non dégagés de leurs obligations militaires 25 %
3. Les militaires en activité de service Billet de service
4. Les militaires rejoignant leur domicile après passage au centre de recrutement et de sélection, ou rejoignant la caserne de leur première affectation Billet de service

III. Service public fédéral Personnel et Organisation

La convention passée entre la SNCB et le Ministère de la Fonction publique enregistrée le 12 décembre 1995, fixe les modalités quant aux facilités de transport accordées au personnel du Comité supérieur de Contrôle ainsi que la redevance y affectée pour la période allant du 1^{er} janvier 1996 au 31 décembre 1997 (07/C07).

IV. Les Offices régionaux de l'Emploi

Chômeurs répondant à une offre d'emploi ou se présentant à un examen de recrutement (047-049) 75 % (2^e classe)

V. Service public fédéral Mobilité et Transports - Convention du 28 mai 1973

La convention du 28.05.1973 détermine le personnel bénéficiaire du SPF et assimilés (agents transférés, personnel des régies,...), les différents avantages tarifaires accordés à ce personnel ainsi que les modalités de règlement des factures à charge respectivement de chaque administration ou régie.

Au nom de l'Etat belge,

La Vice-Première Ministre, Ministre du Budget,

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,

B. TUYBENS

En présence :

du Ministre de la Mobilité,

R. LANDUYT

de la SNCB-Holding,

Jannie HAEK,

Administrateur délégué

d'Infrabel,

Luc LALLEMAND,

Administrateur délégué

Pour la Société Nationale des Chemins de fer Belges,

Marc DESCHEEMAECKER,

Administrateur délégué

Richard GAYETOT,

Directeur Général

Vincent BOURLARD,

Directeur général

Luc VANSTEENKISTE,

Directeur général

Bijlage bij het Koninklijk besluit houdende goedkeuring van het tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

Tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

Het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de NMBS, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 5 juli 2005, (gewijzigd met een eerste bijvoegsel goedgekeurd bij koninklijk besluit van 16 november 2006), wordt gewijzigd door de volgende bepalingen :

1. De inleiding wordt aangevuld met een vierde streepje dat luidt als volgt :

« - « Veiligheidsinstantie » : de Dienst Veiligheid en Interoperabiliteit van de Spoorwegen opgericht bij het Directoraat-Generaal Vervoer te Land. »

2. Een artikel *5bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. *5bis*. Alle kosten en inkomsten van de diensten belast met de opleiding van de treinbestuurders en het boordpersoneel worden in de rekeningen afzonderlijk geïdentificeerd, met een onderscheid tussen de facturatie aan de verschillende activiteitensectoren van de NMBS zelf, die aan de andere spoorwegondernemingen of die aan de beheerder van de spoorweginfrastructuur.

Alleen de facturatie van de levering van die diensten voor het personeel dat betrokken is bij het uitvoeren van de opdrachten van openbare dienst van de NMBS wordt gedekt door de exploitatietoelage bedoeld in de artikelen 76 en volgende. »

3. Artikel 12 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« In het kader hiervan werkt NMBS voort aan het pilootproject met het oog op de verwezenlijking van een toeristische verbinding tussen Rijsel en Brugge (met verlenging naar Oostende). Ze zal eind 2007 aan de Staat een volledige evaluatie overleggen, rekening houdend met de communicatie bij het cliënteel en met de verbetering van de aansluitingen met de HST's. »

4. In artikel 34 wordt het tweede lid geschrapt.

In het derde lid van datzelfde artikel 34 worden de woorden » Onder voorbehoud van die uitwerking, en zo mogelijk tegen 1 februari 2006 « vervangen door » Vanaf 1 februari 2007 ».

In datzelfde artikel 34 wordt de volgende paragraaf toegevoegd :

« Voor de treinreizen van en naar het station Brussel Luchthaven, zal de NMBS met de Diabolo-exploitant een overeenkomst sluiten ten einde te voorzien dat ten aanzien van de categorieën van reizigers die op grond van bijlage 8 kosteloos vervoer per trein genieten geen passagiervergoeding bedoeld in artikel 12 §1 van de wet van 30 april 2007 houdende dringende spoorwegbepalingen moet worden geïnd. De Staat zal de NMBS compenseren voor het bedrag dat de NMBS als gevolg van deze vrijstelling moet betalen aan de Diabolo-exploitant, op grond artikel 12, § 3, van dezelfde wet. De wijze van registratie en telling van deze reizigers, en de modaliteiten van de compensatie, zullen door de Staat en de NMBS overeengekomen worden voor de ondertekening van de vermelde overeenkomst met de exploitant. »

5. Een artikel 53*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. 53*bis* - Selectieve afvalsortering

De NMBS volgt van dichtbij het experiment van selectieve afvalsortering georganiseerd door de NMBS Holding en Infrabel tegen eind 2007; ze sluit zich aan bij de evaluatie ervan met als doel deze uit te breiden tot de door haar beheerde stations tijdens het volgende beheerscontract. »

6. Een artikel 56*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. 56*bis*. De NMBS zal vanaf 1 mei 2007 elke maand een mailingactie opzetten die gericht is aan alle jongeren die in die maand 16 jaar worden. De mailing bevat een bon waarmee de jongere één gratis GoPass kan opvragen.

De NMBS factureert trimestrieel de werkelijk uitgereikte GoPassen aan de Staat, aan het gewone GoPass tarief. De regering zal dit project in het najaar evalueren en, desgevallend, bijsturen, o.a. inzake de financieringswijze. De kredieten zullen vanaf 2008, desgevallend, daaraan aangepast worden.

De NMBS stuurt trimestrieel aan het DGVL een overzicht van het theoretische aantal begunstigden en de werkelijke aantrekkingsgraad van de maatregel bij de doelcategorie. »

7. Bij artikel 60, tweede lid, wordt het eerste streepje als volgt aangevuld :

« uitgave 2007 (van toepassing vanaf 1 januari 2007). »

8. Bij artikel 61, tweede lid, worden de woorden « dat nog door de Koning moet worden opgericht » vervangen door de woorden » opgericht bij koninklijk besluit van 26 januari 2006 ».

9. Artikel 63 wordt vervangen door een nieuw artikel 63 dat luidt als volgt :

« Art. 63. § 1. In haar hoedanigheid van spoorwegonderneming past de NMBS de veiligheidsregels (met inbegrip van de TSI) op zodanige wijze toe dat het hoogst mogelijke veiligheidsniveau voor het treinverkeer gewaarborgd is.

Ze staat in voor het voortdurend goed informeren en opleiden van haar personeel inzake de correcte toepassing van de veiligheidsregels en ze zorgt daartoe voor het uitgeven, actualiseren en verspreiden van al het vereiste didactische materiaal zoals bijvoorbeeld de handleiding van de bestuurder, de handleiding van de treinbegeleider enz.

Ze houdt regelmatig, en op systematische basis, controles en interne audits betreffende de correcte toepassing de veiligheidsregels en de onderrichtingen voor de exploitatieveiligheid.

Aangaande de gedeelten van de spoorweginfrastructuur waarvan het beheer geheel of gedeeltelijk toevertrouwd is aan de NMBS of waarvan de eigendom haar werd overgedragen, wat onder meer het geval is voor bepaalde terminals en sporenbundels, staat de NMBS in voor de toepassing van de veiligheidsregels door haar eigen diensten, alsook voor de correcte toepassing van de veiligheidsregels die verband houden met het beheer en de exploitatie van de infrastructuur. Ze past geen andere regels toe, noch legt ze ze op, dan die welke aangenomen zijn op basis van de wet van 19 december 2006 betreffende de veiligheid van de spoorwegexploitatie.

§ 2. Ze werkt samen met de bedienden van het DGVL, alsook met elke door de veiligheidsinstantie behoorlijk gemachtigde deskundige, die belast zijn met de controle op het naleven van de reglementering.

Ze werkt samen met het onderzoeksorgaan bedoeld in de wet van 19 december 2006 betreffende de veiligheid van de spoorwegexploitatie, alsook met elke door hem behoorlijk gemachtigde deskundige, belast met het voeren van de onderzoeken in geval van ongevallen of voorvallen die de exploitatieveiligheid in het gedrang hebben gebracht.

Ze werkt samen met de NMBS Holding in het kader van de opdrachten die aan deze laatste toevertrouwd zijn door het onderzoeksorgaan en met het oog op de analyse die is voorgeschreven in artikel 20 van de voornoemde wet van 19 december 2006.

In afwachting dat bij ministerieel besluit de modaliteiten van de opmaak van het verslag m.b.t. de ongevallen/incidenten worden vastgelegd bevat dit verslag volgende informatie : algemene informatiegegevens, het relaas van de feiten, en indien mogelijk de oorzaken en gevolgen van het ongeval, alsook de maatregelen om een herhaling te vermijden. »

10. In artikel 66, tweede streepje, worden de woorden « (vervangen door het koninklijk besluit van 5 juli 2006) » ingevoegd na de woorden » 1 juli 1999 ».

11. Artikel 71.7 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Wanneer het contractueel indexeringsmechanisme van bijlage 11, punt II een verschil vertoont van meer dan 3 % voor de berekening van de toelage van het jaar t+1, pleegt de NMBS overleg met Infrabel en NMBS Holding opdat laatstgenoemde een rapport zou overleggen van de evolutie van de eenheidsprijzen van de spoorwegaanbestedingen voor werken, alsook het resultaat van hun laatste prijsherzieningsformules, die betrekking hebben op dezelfde parameters. Dit rapport wordt opgesteld tegen 15 april van het jaar t. »

12. Artikel 73 wordt aangevuld met een vierde lid dat luidt als volgt :

« Overeenkomstig de beslissing van de Ministerraad van 21 december 2006, bestelt de NMBS 95 elektrische motorrijtuigen die alle ingezet zullen worden op de lijnen van het GEN. Die bestelling wordt geraamd op 380 miljoen euro (€ 2005) waarvan de financieringslast volgens de voorwaarden van EUROFIMA gedurende 30 jaar, het voorwerp uitmaakt van een contractuele bepaling tussen de Staat en de NMBS Holding. Die financiering zal het voorwerp vormen van een overeenkomst die moet worden gesloten tussen de Staat, de NMBS Holding en de NMBS. »

12bis. In artikel 74 wordt het eerste lid vervangen door :

Op het totaal bedrag van 1.612.000 duizend euro (€ 2001) waartoe de Staat zich verbonden heeft om het geleidelijk in het GEN-Fonds in te brengen, zijn 56.000 duizend euro (€ 2001) voorbehouden voor het specifieke GEN-materieel.

13.1. In artikel 76 wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

« Als aanvulling op die toelage ontvangt de NMBS een bedrag van 6.500 duizend euro (€ 2006) in 2006, en een bedrag van 20.400 duizend euro (€ 2007) vanaf 2007, ter compensatie van de verminderingen voor de studenten, conform bijlage 8 - Deel 1 - Punt 2 - Categorieën van sociale aard - 2.6. »

13.2. Bij artikel 76 worden de laatste twee zinnen van het achtste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Het DGVL zal in overleg met NMBS, de NMBS Holding, en Infrabel, uiterlijk tegen 30 juni 2007, de taken van de DVIS en zijn behoeften nader bepalen : de compensatie op de toelage van de NMBS zal zo beter worden afgebakend in het kader van het volgende beheerscontract. Op die basis kan het in bijlage 17 beschreven maximumeffectief, in voorkomend geval, worden herzien voor het volgende beheerscontract wordt gesloten. »

14. Artikel 78 wordt vervangen door een nieuw artikel 78 dat luidt als volgt :

« Art. 78. Naast de toelage bepaald in artikel 76, verbindt de Staat zich ertoe vanaf 2007 een specifieke toelage te storten om het exploitatietekort te dekken dat voortvloeit uit de indienststelling van het GEN.

Het bedrag houdt meer bepaald rekening met de opbrengsten ingevolge het groter aantal reizigers, alsook de bijkomende kosten voor personeel, energie, onderhoud van de stations en onderhoud van het rollend materieel.

Voor de jaren 2007 tot 2010 wordt dit bedrag in euro 2007 geraamd als volgt :

2007 : 4.122 duizend euro

2008 : 5.405 duizend euro

2009 : 10.568 duizend euro

2010 : 10.245 duizend euro

De terbeschikkingstelling van die bedragen is verbonden aan de uitvoering van de GEN-bediening. De NMBS verbindt zich ertoe de GEN-bediening in te voeren overeenkomstig de bepalingen die in detail zijn uiteengezet in artikel 22. De NMBS geeft jaarlijks een actualisering van de extra kosten en baten met betrekking tot het nieuwe aanbod. Die actualisering geeft ten minste de details weer van de berekeningen die werden meegedeeld bij de evaluatie van de hierboven vermelde bedragen. Deze actualisering zal indien nodig leiden tot een aanpassing van de bovenstaande bedragen.

Die toelagen worden geïndexeerd volgens het principe beschreven in bijlage 11, punt I. »

15. Artikel 79 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Elk budgettair saldo op het einde van het boekjaar wordt gebruikt in functie van de aanvullende bepalingen die zijn voorgeschreven in bijlage 9, punt 1.3. Het maakt het voorwerp uit van een jaarlijkse renteberekening waarvan het resultaat toegekend wordt aan de middelen voor de maatregel woonplaats-werk. Voor de berekening wordt het gemiddelde genomen van de saldi op 1 januari en 31 december van elk jaar, tegen het Euribor-tarief 1 maand op 30 juni. »

16. Een artikel 81bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« Art. 81bis. De NMBS zal uiterlijk op 15 december van elk jaar het niet aangewende deel van de investeringsdotatie storten in het « Fonds voor Spoorweginvesteringen » volgens de bepalingen van de programmawet van 27 december 2006 en van het koninklijk besluit van 28 december 2006. »

17. Artikel 93 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« De NMBS verleent vrije toegang tot haar domein aan de leden van het onderzoeksorgaan bedoeld in de voormelde wet van 19 december 2006, of aan elke gemachtigde deskundige waarop het een beroep doet vanwege zijn operationele bevoegdheden en de voor het onderzoek vereiste technieken.

Ze verleent vrije toegang tot haar domein aan de NMBS Holding in het kader van de door het onderzoeksorgaan gemachtigde onderzoeken, alsook met het oog op de analyse die is voorgeschreven in artikel 20 van de voornoemde wet. »

18. Een artikel 35bis wordt toegevoegd, als volgt :

« Art. 35bis. De NMBS zal onderzoeken tegen welke voorwaarden bijzondere treinen kunnen worden ingelegd om werknemers van bedrijven te vervoeren vanuit een hoofdstation naar de bedrijfssite. De NMBS zal voor de uitwerking van deze initiatieven een werkgroep oprichten met de belanghebbende partijen.

Op basis van voorstellen van deze werkgroep zal de Staat op zijn beurt een financiële tegemoetkoming onderzoeken, mits de werkgever minstens tussenkomt voor 80% van de prijs van een woon-werktreinkaart voor de deelnemende personeelsleden. »

19. Bijlage 8 wordt vervangen door een nieuwe bijlage 8 die luidt als volgt :

BIJLAGE 8

DOOR DE STAAT OPGELEGDE TARIEFVERMINDERINGEN EN KOSTELOOS VERVOER VERMELD IN ARTIKEL 34 - COMPENSATIES

Deel 1 - TARIEFVERMINDERINGEN EN KOSTELOOS VERVOER VAN SOCIALE, PATRIOTTISCHE, PROFESSIONELE EN ANDERE AARD, GECOMPENSEERD DOOR DE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

De opgelegde tariefvoordelen omvatten alle vormen van kosteloos vervoer en vervoer tegen verminderde prijs van sociale, patriottische, professionele en andere aard die in de onderstaande lijsten zijn opgesomd.

Het betreft het kosteloos vervoer en het vervoer tegen verminderde prijs ingevolge de besluitwet van 25 februari 1947 en de besluiten en overeenkomsten tot uitvoering ervan, andere wetten, besluiten en overeenkomsten alsook bijkomende verminderingen toegekend door de NMBS.

Deze bepalingen maken een einde aan de bepalingen die vervat zijn in de overeenkomst van 10 maart 1950 en haar bijvoegsels van 31 juli en 16 december 1953.

LIJST VAN DE CATEGORIEËN VAN BEGUNSTIGDEN

De tussen haakjes vermelde cijfers verwijzen naar de tariefcodes van de betrokken NMBS-diensten.

1. CATEGORIEËN VAN PATRIOTTISCHE AARD

Genieten kosteloos vervoer in 1e en 2e klas :

a) de hierna vermelde oorlogsinvaliden :

- de invaliden van de oorlog 1914-1918 en gelijkgestelden, die een pensioen trekken krachtens de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen;

- de politieke gevangenen van de oorlog 1914-1918 aan wie een invaliditeit van ten minste 10 % werd toegekend;

- de burgerlijke invaliden van de oorlog 1914-1918 die een invaliditeitspensioen van ten minste 10 % trekken;

- de invaliden van de oorlog 1940-1945 en gelijkgestelden, die een pensioen trekken krachtens de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen;

- de oorlogsinvaliden van de landen die het Verdrag van Brussel van 1952 ondertekend hebben en die gewoonlijk in België verblijven;

- de burgerlijke invaliden van de oorlog 1940-1945 die een invaliditeitspensioen van ten minste 10 % trekken;

b) de hierna genoemde begunstigden van een weduwenpensioen van :

- militairen of gelijkgestelden uit hoofde van de oorlog 1914-1918;

- burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1914-18, aan wie een weduwenpensioen is toegekend overeenkomstig de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921;

- militairen of gelijkgestelden uit hoofde van de oorlog 1940-1945 (schadelijk feit opgelopen na 24 augustus 1939 en vóór 26 augustus 1947), van de Koreaanse veldtocht, van de gebeurtenissen op het grondgebied van ex-Belgisch Kongo, van Rwanda en Burundi, vanaf 1 juli 1960, van ongevallen overkomen gedurende een ontminningsactie;

- burgerlijke oorlogsslachtoffers, aan wie een weduwenpensioen is toegekend krachtens de wet van 15 maart 1954 op de pensioenen voor schadeloosstelling van burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.

c) de hierna genoemde oud-strijders van de oorlog 1914-1918 :

- de militairen die gedurende ten minste één jaar in een strijdende eenheid hebben gediend;

- de verdedigers van de forten die op eervolle wijze gevangen werden genomen en daarom frontstrepen hebben gekregen;

- de dragers van een kwetsuurstreep;

- de houders van het IJzerkruis;

- de houders van het Vuurkruis;

- de houders van de Medaille van de Strijder-Vrijwilliger;

- de militairen die werden onderscheiden voor individuele roemrijke daden;

- de Russische oorlogsinvaliden;

- de militairen die tussen 4 augustus 1914 en 11 november 1918 hebben gediend en die niet onder één van de bovengenoemde categorieën vallen;

- de burgers die gedurende de periode van 4 augustus 1914 tot 11 november 1918 aan het leger waren verbonden;

d) de hierna genoemde oud-strijders van de oorlog 1940-1945 :

- de leden van de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië tijdens de oorlog 1940-1945, die ten minste één jaar werkelijke dienst tellen, met inbegrip van de zeelieden in militaire dienst die ten minste gedurende één jaar hebben gevaren;

- de krijgsgevangenen uit de oorlog 1940-1945 met ten minste vier jaar gevangenschap;

- de militaire krijgsgevangenen van de oorlog 1940-1945 met ten minste vier jaar gevangenschap, welke reserveofficier zijn en niet van hun militaire verplichtingen werden ontslagen;

- de leden van de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië tijdens de oorlog 1940-1945, die ten minste één jaar werkelijke dienst tellen, met inbegrip van de zeelieden in militaire dienst die ten minste gedurende één jaar hebben gevaren, welke reserveofficier zijn en niet van hun militaire verplichtingen werden ontslagen;

- de gewapende verzetslieden, erkend overeenkomstig de besluitwet van 19 september 1945;

- de agenten en helpers van de inlichtings- en actiediensten, erkend overeenkomstig de besluitwet van 16 februari 1946;

- de krijgsgevangenen van de oorlog 1940-1945, erkend overeenkomstig de wet van 18 augustus 1947 en van wie de gevangenschap minder dan vier jaar bedraagt;

- de leden van de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië, erkend overeenkomstig de wet van 21 juni 1960 voor een periode kleiner dan één jaar;

- de begunstigden van het koninklijk besluit van 28 augustus 1964, houdende statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de Belgische militairen die tijdens de verschillende fasen van de oorlog 1940-1945 dienst volbracht hebben en die uit dien hoofde houder zijn van een kaart met opgave der oorlogsdiensten voor strijders 1940-1945;

- de zeelieden ter koopvaardij, die tijdens de oorlog 1940-1945 ten minste één jaar hebben gevaren;

e) de hierna genoemde burgerlijke oorlogsslachtoffers :

- de niet-invalide politieke gevangenen, erkend voor de oorlog 1914-1918 overeenkomstig de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921;

- de niet-invalide gedeporteerden van de oorlog 1914-1918;

- de niet-invalide politieke gevangenen, erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 oktober 1954 wat de oorlog 1940-1945 betreft;

- de niet-invalide gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling, erkend overeenkomstig de wet van 7 juli 1953;

f) de hierna vermelde burgerlijke verzetslieden :

- de niet-invalide medewerkers aan de sluipers, erkend overeenkomstig de wet van 1 september 1948;

- de niet-invalide burgerlijke verzetslieden of werkweigeraars erkend overeenkomstig de besluitwet van 24 december 1946;

g) de weduwen van de begunstigden van verminderingen toegekend om patriottische redenen

h) de weduwen van de oorlogsinvaliden afkomstig uit de landen die het Verdrag van Brussel van 1952 ondertekend hebben en die gewoonlijk in België verblijven;

i) de begunstigden van het koninklijk besluit van 27 juni 1983 houdende statuut van nationale erkentelijkheid ten gunste van de leden van het expeditiekorps voor Korea.

2. CATEGORIEËN VAN SOCIALE AARD

2.1. Genieten kosteloos vervoer :

- in 2e klas, de blinden (met inbegrip van de geleidehond aan de leiband) die houder zijn van de door het Ministerie van Sociale Voorzorg afgeleverde kaart;

- in 1e en 2e klas, de begeleiders die oorlogsinvaliden vergezellen van wie op de verminderingkaart de vermelding « begeleider toegelaten » staat;

- in 1e en 2e klas, de begeleiders die personen vergezellen die het gebruik van de 2 armen of de 2 benen volledig en definitief hebben verloren en die houder zijn van de door de NMBS afgegeven « speciale vergunning ».

- in 1e en 2e klas, de kinderen van minder dan 6 jaar, zonder vervoerbewijs, vergezeld door een persoon van 12 jaar en ouder met een geldig vervoerbewijs.

Dit kosteloos vervoer wordt evenwel slechts toegekend voor ten hoogste vier kinderen per reiziger van 12 jaar en ouder met een geldig vervoerbewijs;

- in 2e klas, de kinderen van 6 tot minder dan 12 jaar, zonder vervoerbewijs, vergezeld door een persoon van 12 jaar en ouder met een geldig vervoerbewijs.

Dit kosteloos vervoer wordt evenwel slechts toegekend voor ten hoogste vier kinderen per reiziger van 12 jaar en ouder met een geldig vervoerbewijs. Die kosteloosheid geldt maar voor reizen die aanvangen na 9 uur van maandag tot vrijdag (die tijdsbeperking geldt niet op zaterdagen, zondagen en feestdagen) en uitsluitend als het kind dat hiervan gebruik wil maken een door het gemeentebestuur afgeleverd identiteitsbewijs bij heeft dat zijn leeftijd vaststelt;

- in 2e klas, de kinderen van 6 tot minder dan 12 jaar die leden van een groot gezin zijn, op vertoon van hun verminderingkaart voor grote gezinnen (039 of 041).

2.2. Genieten 50 % vermindering op het gedeelte van de prijs van het eerste- en tweedeklasbiljet dat het vaste bedrag overtreft :

- de kinderen van minder dan 12 jaar die geen deel uitmaken van een groot gezin, wanneer ze niet voor kosteloosheid in aanmerking komen volgens 2.1, 5e streepje;

- de kinderen van 12 tot minder dan 18 jaar die ten laste zijn van een groot gezin (041 of 042);

- de kinderen van 18 tot minder dan 26 jaar die ten laste zijn van een groot gezin (041);

- de ouders die ten minste drie levende kinderen hebben gehad (040 of 041).

2.3. Genieten 75 % vermindering op het gedeelte van de prijs van het eerste- en tweedeklasbiljet dat het vaste bedrag overtreft :

- de kinderen van 6 tot minder dan 12 jaar die ten laste zijn van een groot gezin (039 of 041).

2.4. Kunnen een retourbiljet kopen tegen een vast tarief (4,00 EUR per retour op 1 februari 2007) :

- senioren van 65 jaar en ouder.

Dit vast tarief is evenwel maar geldig in 2e klas, voor de afgelegde trajecten tussen twee Belgische stations, op voorwaarde dat de reis aanvangt na 9 uur van maandag tot vrijdag (die beperking geldt niet op zaterdagen, zondagen en feestdagen). Tijdens de verlengde weekends van Pasen (van zaterdag tot en met maandag), Hemelvaartsdag (van donderdag tot en met zondag), Pinksteren (van zaterdag tot en met maandag), alsook op zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen tussen 15 mei en 15 september inbegrepen, geldt dit vast tarief niet.

2.5. Genieten 50 % vermindering op het gedeelte van de prijs van het tweedeklasbiljet dat het vaste bedrag overtreft :

- de gerechtigden van de verhoogde tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging, bedoeld in artikel 37, § 1, lid 2 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, dat werd vervangen door het koninklijk besluit van 16 april 1997 (046).

2.6. Genieten 80 % vermindering op de volledige prijs van de trajecttreinkaart :

- de studenten van minder dan 26 jaar die houder zijn van een schooltreinkaart.

3. CATEGORIEËN VAN PROFESSIONELE AARD

Genieten kosteloos vervoer (vrijkaart 1e klas op het NMBS-net) :

de ambtenaren en bedienden van de Directie « Spoorvervoer » van het Directoraat-Generaal Vervoer te Land van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer belast met de opvolging van dit beheerscontract.

Genieten kosteloos vervoer in 2e klas :

- de zeelieden die als werkzoekenden bij de koopvaardijvloot zijn ingeschreven en die zich gaan aanmonstren (048).

Genieten kosteloos vervoer in 2e klas en 75 % vermindering op de prijs van het biljet die het vaste bedrag in 1e klas overtreft :

- de journalisten die erkend zijn door het Ministerie van Binnenlandse Zaken, of door de Algemene Belgische Persbond (043).

4. ANDERE

Genieten kosteloos vervoer (vrijkaart 1e klas op het NMBS-net) :

- de leden van de Kamer, de Senaat alsook de leden van de Raden van de Gemeenschappen en Gewesten;

- de leden van het Europees Parlement.

Deel 2 - ANDERE TARIEFVERMINDERINGEN EN KOSTELOOS VERVOER TOEGEKEND AAN BEPAALDE CATEGORIEËN VAN BEGUNSTIGDEN, GECOMPENSEERD DOOR DE FEDERALE OVERHEIDSDIENSTEN EN DE BETROKKEN INSTELLINGEN

Dit overzicht omvat de voornaamste Federale Overheidsdiensten en openbare instellingen die voor hun rekening met de NMBS een overeenkomst of een akkoord hebben aangegaan betreffende de toekenning van specifieke financiële tariefvoordelen (prijzverminderingen, kosteloos vervoer, verkeersvoordelen). Deze lijst vermeldt niet de privéondernemingen en -instellingen die met de NMBS een overeenkomst hebben gesloten.

LIJST VAN DE CATEGORIEËN VAN BEGUNSTIGDEN

De tussen haakjes vermelde cijfers verwijzen naar de tariefcodes van de betrokken NMBS-diensten.

I. FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

1. De kiezers (098) Vrijbiljet (2e klas)

II FEDERALE OVERHEIDSDIENST LANDSVERDEDIGING

1. De militairen en gelijkgestelden in uniform (070) of in burger, die houder zijn van een verminderingskaart 50 %
2. De aalmoezeniers (028), reserveofficieren (029) en reserveonderofficieren (027) die niet van hun militaire verplichtingen ontslagen zijn 25 %

3. De militairen in actieve dienst Dienstbiljet

4. De militairen die vanuit het centrum voor rekrutering en selectie naar huis terugkeren of die zich naar de kazerne van hun eerste aanstelling begeven Dienstbiljet

III. FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

De overeenkomst tussen de NMBS en het Ministerie van Ambtenarenzaken die op 12 december 1995 werd geregistreerd, bepaalt welke verkeersvoordelen worden toegekend aan het personeel van het Hoog Comité van Toezicht, alsook de bijbehorende vergoeding voor de periode tussen 1 januari 1996 en 31 december 1997 (07/C07).

IV. DE GEWESTELIJKE DIENSTEN VOOR ARBEIDSBEMIDDELING

Werklozen die ingaan op een werkaanbieding of zich voor een wervingsexamen aanbieden (047-049) 75 % (2e klas)

V. FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER - OVEREENKOMST VAN 28 mei 1973

De overeenkomst van 28.05.1973 bepaalt de begunstigde personeelsleden van de FOD en gelijkgestelden (overgeplaatste bedienden, regiepersoneel,...), de verschillende prijsverminderingen die aan dat personeel worden toegekend, alsook de modaliteiten inzake de vereffening van de facturen die ten laste vallen van de respectieve besturen en regiën.

Namens de Belgische Staat,

Voor de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen,

De Vice-Eerste Minister, Minister van Begroting,

Freya VAN DEN BOSSCHE

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,

Bruno TUYBENS

in aanwezigheid van :

de Minister van Mobiliteit,

Renaat LANDUYT

de NMBS-Holding,

Jannie HAEK,

Gedelegeerd Bestuurder

Infrabel,

Luc LALLEMAND,

Gedelegeerd Bestuurder

Marc DESCHEEMAECKER,

Gedelegeerd Bestuurder

Richard GAYETOT,

Directeur Generaal

Vincent BOURLARD,

Directeur Generaal

Luc VANSTEENKISTE,

Directeur Generaal

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2007 — 2477

[C – 2007/14203]

10 MAI 2007. — Arrêté royal portant approbation du deuxième avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Infrabel

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 3 à 6;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 2005 portant approbation du contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Infrabel;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 2006 portant approbation du premier avenant au contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société anonyme de droit public Infrabel;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 mars 2007;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2007 — 2477

[C – 2007/14203]

10 MEI 2007. — Koninklijk besluit houdende goedkeuring van het tweede bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economisch overheidsbedrijven, inzonderheid op artikelen 3 tot 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 2005 houdende goedkeuring van het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 2006 houdende goedkeuring van het eerste bijvoegsel bij het beheerscontract gesloten tussen de Staat en de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 27 maart 2007;